

Chapitre 1 : Genèse et figures d'une construction sociale: rationalité productiviste, enfermement et pauvreté urbaine

in : A. Cunha, J.-P. Leresche et I. Vez (1998), *Pauvreté urbaine ; Le lien et les lieux*, Réalités sociales, Lausanne

L'approche de la pauvreté urbaine n'est pas indépendante des représentations du phénomène véhiculées par le sens commun ou le politique au cours du temps. Très schématiquement, dans les sociétés européennes, deux périodes peuvent être distinguées concernant le statut des pauvres et de la pauvreté. Alors que la pauvreté se présente comme un phénomène socialement utile et intégré dans la société préindustrielle du Moyen Âge, dès le XIII^e siècle, les débuts de la rationalité productiviste et de l'hégémonie de l'économisme, qui s'épanouiront ensuite avec la révolution industrielle et l'explosion urbaine, conduisent à la progressive marginalisation des pauvres dans la ville.

La ville n'est pas un pur produit de la rationalité productiviste. Mais le monde marchand n'a pas cessé de la restructurer et de la remodeler selon ses propres exigences, imposant ses propres fonctionnalités et ses intérêts particuliers. Lieu de concentration des pouvoirs, elle s'est trouvée être le mode de rapport à l'espace le plus adéquat pour l'implantation des centres de décision économique et le développement des activités industrielles et tertiaires. Le changement économique y génère en permanence de nouvelles stratifications sociales et de nouvelles territorialisations.

1. Aux sources des représentations modernes de la pauvreté tolérée à l'enfermement

Avant l'émergence de la rationalité productiviste dans la culture occidentale, le pauvre bénéficiait d'une reconnaissance sociale. Au Moyen Âge, si l'on en croit les historiens, la pauvreté constitue un phénomène fonctionnel et non marginal. Dans une société imprégnée de l'idéal de pauvreté et qui dévalorise la richesse en accord avec les Saintes Écritures, l'existence des pauvres trouve son utilité comme vecteur du salut des riches par le biais de l'aumône, instituant un « système de don et contredon justificateur des inégalités, où pauvres et nantis s'échangent "les fruits du Ciel" contre "les fruits de la Terre" » (Grell et Wery, 1980).

Bien que la pauvreté soit socialement intégrée dans la société médiévale, elle suscite néanmoins des attitudes ambivalentes. La notion de pauvreté recouvre en effet une double réalité: une pauvreté spirituelle, d'une part, soit une humilité volontaire de l'âme, érigée en vertu par le Christianisme, et une pauvreté de subsistance endémique, d'autre part, perçue comme une sanction des conduites contraires à la volonté divine, suscitant la pitié voire le mépris (Geremek, 1980). À partir de la seconde moitié du XII^e siècle, la pratique de la charité s'accompagne d'un mépris croissant pour les pauvres jugés responsables de leur pauvreté et désormais tenus pour dangereux (Duby, 1978). Une distinction se développe entre « vrais » et « faux » pauvres, assortie de mesures de répression de la mendicité et de l'oisiveté. Sont qualifiés de « faux pauvres » les nombreux vagabonds, ou « inutiles au monde », produits du bouleversement des structures

d'intégration de la société féodale, jugés indignes de soutien en raison d'une Mobilité interprétée comme un refus de se fixer et de travailler (Geremek, 1987). Par opposition, les « vrais pauvres » sont ceux qui demeurent en leur lieu d'origine et tentent de survivre des fruits d'un travail humble et de la charité.

Au tournant des XVe et XVIe siècles, le paupérisme plonge ses racines dans une profonde désagrégation de la société rurale (Chartier, 1985). S'engage alors une transformation radicale de l'assistance s'inscrivant à la croisée de deux phénomènes: une dimension nouvelle prise par la pauvreté urbaine; une mutation de la sensibilité des élites citadines vis-à-vis des pauvres. Née dans les campagnes, la pauvreté se transporte vers les villes: « mieux enserrés dans l'ordre citadin, les pauvres sont pourtant, dans le même temps, mis à distance puisque désignés dans leur différence » (ibid.). Les nouvelles modalités de l'assistance inspirées par les textes humanistes visent à supprimer les désordres et les craintes engendrés par la présence des mendiants dans la ville et à établir un ordre réglé pour la distribution de secours d'urgence, le retranchement de la mendicité et la mise au travail des pauvres. Cependant, une telle forme réglée de l'assistance a entraîné deux conséquences immédiates: la chasse aux « faux mendiants » et la dégradation de l'image de la pauvreté dans la conscience collective.

Le mouvement de répression de la pauvreté et de mise au travail des pauvres s'intensifie au XVIe. À cette époque, l'état de pauvreté, et en particulier la pauvreté oisive, entre en contradiction avec l'éthique protestante et la conception du travail comme garant de la moralité et devoir de l'individu. Comme le souligne Geremek, partageant l'analyse de Weber quant au rôle primordial joué par l'éthique protestante dans l'essor du capitalisme, ces arguments d'ordre moral coïncident avec les besoins du capitalisme naissant dont le développement requiert une main-d'oeuvre abondante et bon marché. À l'aube de l'époque moderne, le développement des villes, des échanges commerciaux et l'apparition du salariat marquent la désagrégation du système féodal et l'acceptation sociale de la pauvreté s'estompe encore davantage.

Au XVIe siècle, l'idée d'enfermement des pauvres pour lutter contre l'oisiveté se profile. La charité publique des Aumônes générales se révèle impuissante face à la conjoncture économique et à la croissance de la mendicité urbaine. C'est dans ce contexte que la pratique du « renfermement des pauvres incorrigibles ou invalides et impotents » va s'imposer aux esprits. Elle se concrétisera au XVIIe avec la création des hôpitaux généraux en France et des *workhouses* en Angleterre.

L'enfermement ne signifie pas une indifférenciation entre pauvres valides et invalides; il est pensé comme une mesure de protection des « vrais » pauvres et de correction des « faux », par la mise au travail et l'évangélisation (Foucault, 1975; Sassier, 1990). Enfermer, mettre au travail, évangéliser, telles sont les principales motivations d'un « mode d'action sociale » que l'on peut facilement corréliser avec une dégradation progressive de l'image du pauvre et une figure du mendiant de plus en plus criminalisée (Chartier, 1985). L'enfermement est remis en cause dès la fin du XVIIe, tout d'abord, au nom de l'économie: les ateliers des hôpitaux généraux s'avèrent insuffisants pour pallier l'inutilité des pauvres valides et sont une source de concurrence pour les artisans. L'industrialisation naissante nécessite une grande masse de main-d'oeuvre concentrée sur de nouveaux outils de production. Afin de tirer un meilleur parti de la force de travail des pauvres

valides, les dépôts de mendicité se mettent en place et les hôpitaux généraux sont désormais réservés à l'accueil des invalides (Geremek, 1987).

Le désenfermement généralisé s'accomplira à la révolution française: c'est en 1789 que les Trois ordres demandent l'abolition du renfermement des pauvres et que les rapports du comité de Mendicité énoncent un droit au travail. Les Hôpitaux généraux laissent la place aux hospices civils, aux bureaux de bienfaisance, aux dépôts de mendicité, aux asiles, aux prisons (Lascoumes, 1977). Les non-productifs sont confiés à des espaces clos spécifiques relevant de nouveaux spécialistes de la déviance. Les pauvres sont divisés en trois catégories principales: ceux qui n'ont pas la force de travailler, ceux qui en ont la force et la volonté, ceux qui ne veulent pas travailler. À ceux-ci vont les punitions, aux premiers et aux seconds une assistance curative et individualisante visant à guérir le « Mal social ». Dans l'ensemble, l'action sociale apparaît alors essentiellement comme un acte moral de défense destiné à protéger la société contre les individus malsains.

2. Du pauvre à l'ouvrier: paupérisme et naissance de la « question sociale » dans la ville industrielle

A sa naissance, la société industrielle est marquée par deux tendances principales: une mise au travail salarié en masse et l'entassement désordonné des nouveaux citadins. La société capitaliste émergente déterritorialise et génère de nouvelles formes urbaines: la ville, avec ses faubourgs et ses banlieues ouvrières. Lexode rural et l'explosion urbaine inhérents à la Révolution industrielle portent une nouvelle atteinte au tissu social traditionnel et la pauvreté de masse, générée par le libéralisme incontrôlé, constitue la question sociale centrale du XIXe siècle, qualifiée de paupérisme et symbolisée par la figure du prolétaire. C'est alors « le grouillement dans la ville, sans limites matérielles ou administratives nettes. Ce sont les mélanges de populations sans attaches, la circulation et le vagabondage incontrôlés, la morale et la religion qui se défont » (Guillaume, 1978). Le paupérisme urbain suscite de profonds débats idéologiques entre les tenants d'un discours sur la responsabilité individuelle et les partisans d'une politique interventionniste de l'État; il sera à l'origine de la dénonciation de l'exploitation de la classe ouvrière.

Dans la perspective économique libérale, la pauvreté est attribuée au développement inachevé de la société industrielle. Il s'agit d'un phénomène résiduel, voué à disparaître avec la poursuite du processus de division du travail, l'augmentation de la productivité et la croissance économique. Pour la majeure partie des philosophes-économistes, l'accroissement de la production dans un régime de liberté économique sera désormais la clé du progrès (Platteau, 1978). À l'aube de l'Âge de la Production, l'optimisme des doctrinaires du progrès rationnel s'accorde avec une philosophie productiviste établissant désormais un lien direct et nécessaire entre la Raison (technique), la production (économique) et le Bien-Commun (matériel).

De Condorcet à Stuart Mill, de Adam Smith à Karl Marx court une même croyance: la foi inébranlable dans l'existence d'un lien nécessaire entre la croissance de la production et l'accroissement du bien-être qui exclut la possibilité d'une situation durable de pauvreté (Dumont 1983).

L'Âge de la Production et de la valeur-travail élargit davantage le règne de l'Avoir et suscite de nouvelles représentations de la pauvreté. La rationalité productiviste et la morale du travail s'imposent: le seul « vrai » pauvre est celui qui travaille et accepte avec humilité son état. Selon Malthus, l'homme qui n'est pas en mesure d'élever ses enfants ne devrait pas avoir le droit de procréer. Dans son « Essai sur le principe de population », Malthus critique les « poor-laws » qui ne feraient qu'encourager la paresse et la procréation augmentant par là le fléau contre lequel elles voulaient lutter (Barrère, 1974). Ce ne sont pas les institutions qui sont responsables de la pauvreté mais les individus. La poor-law pense-t-on, « crée des pauvres qu'elle assiste ». Les prescriptions malthusiennes sont bien connues : supprimer les aides dont bénéficient les pauvres qui ne font qu'aggraver la situation en laissant survivre les « surnuméraires ». Le paupérisme se trouve stigmatisé dans la représentation de l'immoralité de la classe ouvrière, assimilée aux classes dangereuses. Cette représentation invoque les tares morales - alcoolisme, paresse, etc. - et la responsabilité de la population ouvrière pour expliquer l'état de pauvreté dans lequel elle se trouve. Devant la « monstrueuse excroissance » urbaine par laquelle on se représentait la misère ouvrière, la politique sociale du libéralisme visait alors, au mieux, à prendre des mesures provisoires et à entretenir dans les villes des « ateliers de bienfaisance » et des « dépôts de mendicité ».

À ces représentations, les courants socialistes opposent la thèse selon laquelle la pauvreté est générée par la logique capitaliste fondée sur l'exploitation de la classe ouvrière. Sismondi (1773-1842) explique la misère ouvrière par les crises économiques. Marx reprendra et approfondira l'idée selon laquelle le pauvre n'est pas responsable de sa misère: « Dans la production de leur existence, dit-il, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ». « Avec le nouveau mode de production apparaît la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'autant qu'ils trouvent du travail et qui ne trouvent du travail qu'autant que leur travail accroît le capital ». Dans cette perspective, le paupérisme résulte de l'organisation interne de la société capitaliste, dichotomisée entre une classe dominante détentrice des moyens de production et une classe ouvrière dont les conditions d'existence sont rendues dépendantes de la logique du profit. Il reviendrait ainsi à la société la responsabilité d'assurer une plus grande justice en collectivisant les moyens de production et en redistribuant les richesses produites par tous.

La naissance du capitalisme industriel, dont témoigne l'oeuvre de Marx, va de pair avec une série de désordres urbains dont le roman du XIXe siècle, de Charles Dickens à Victor Hugo, s'est fait l'écho. Sur la scène urbaine, les troubles sociaux se succèdent, développant dans les groupes aisés une aversion profonde contre la ville et son entassement, en même temps que s'instaure aussi, peu à peu, une distinction entre prolétariat et sous-prolétariat. L'ouvrage de L. Chevalier (1958), *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, montre de quelle manière la bourgeoisie urbaine stigmatise les groupes plus défavorisés de la population, conditionnant en retour l'opinion que ceux-ci ont d'eux-mêmes : « Marqués d'une irrémédiable tare, proches des classes criminelles et souvent confondus avec elles dans une même condition et dans les mêmes révoltes: tels sont les pauvres pour les classes bourgeoises, mais tels ils sont bien souvent à leurs propres yeux ».

Dans ce contexte, la classe ouvrière revendiquera progressivement son intégration sociale et urbaine par une identification au travail, au pauvre « valide et travailleur » et en se démarquant du sous-prolétariat, qui devient l'objet de la représentation stigmatisante de la pauvreté, associée aux classes dangereuses et attribuée à l'immoralité. Dans cette entreprise, la classe populaire s'approprie les représentations stigmatisantes de la pauvreté, jusqu'alors portées par les classes dominantes (Guitton, 1991). La population pauvre se compose dès lors en partie de « marginaux inutiles et désordonnés » et, en majorité, d'ouvriers qui incarnent le peuple et le pauvre utile et intégré (Sassier, 1990).

La ville du XIXe siècle se trouve aux prises avec un faisceau de représentations stigmatisantes et de réalités explosives: masses de marchandises, masses démographiques, masses travailleuses, mais aussi masses déracinées, indigentes et isolées. « Cet isolement de l'individu, dit Engels dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, cet égoïsme étroit, est le principe fondamental de notre société dans son ensemble, ils ne sont jamais exhibés aussi effrontément, nulle part affichés autant, que dans l'entassement des grandes villes ». Confrontées à un afflux exceptionnel et désordonné d'hommes et de choses, les villes industrielles avec leurs ouvriers, leurs pauvres et leurs banlieues désorganisées apparaissent tributaires d'une logique productiviste privilégiant le rendement et instaurant une coupure entre les « performants » et les autres, entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, que ce soit au niveau des individus ou de l'espace. Le libéralisme industrialiste trouve ses limites dans ces excès urbains de la fin d'un siècle que P. Geddes traduit d'une formule : « Taudis, semi-taudis et surpetaudis, telle est dans la cité, la perspective du progrès ».

3. La ville rationaliste entre ségrégation résidentielle, culture de la pauvreté et marginalité : des « poches de pauvreté résiduelle » à « l'urban underclass »

Au XXe siècle, le travail demeure, depuis l'émergence et la diffusion de la rationalité productiviste, la principale source de reconnaissance sociale. Cependant, la problématique de la pauvreté connaît une nouvelle évolution. La thématique du paupérisme s'estompe progressivement. Pour des raisons idéologiques d'une part, la pauvreté relève désormais de la médecine sociale, de la lutte contre la tuberculose et de la protection de l'enfance et, d'autre part, sous l'effet de la croissance économique, du développement des mesures de protection des travailleurs qui contribuent à une amélioration des conditions de vie (Chopart, 1995).

Les réflexions se centrent moins sur la pauvreté que sur les inégalités et les processus qui conduisent à leur maintien et à leur reproduction. Les villes réussiront à fixer et à encadrer progressivement les forces de travail venues d'ailleurs. Le XIXe siècle avait déjà conquis la ville comme espace public, refoulant progressivement l'espace privé au-delà des façades et imposant l'ordre hygiéniste dans les quartiers populaires plus délabrés. L'urbanisme visera désormais à créer un espace fonctionnel destiné à la circulation et au mouvement entre des lieux de travail et des lieux de résidence toujours mieux entretenus par les pouvoirs publics mais aussi de plus en plus fragmentés.

Dans les années 1930, les écrits de l'écologie urbaine (École de Chicago) de Park, McKenzie, Burgess et Whirth, soulignent la diversité des quartiers urbains hérités de la révolution

industrielle et urbaine. Certains s'apparentent à de petits mondes isolés abritant des populations immigrantes n'ayant que peu de contacts avec les sociétés d'accueil, d'autres constituent des rassemblements anonymes d'individus en déplacement; là des quartiers d'affaires, ailleurs des quartiers résidentiels formés selon des processus de compétition spatiale et de ségrégation urbaine, faisant de la ville une mosaïque de petits mondes en recomposition permanente (Hannerz, 1983; Cosinschi, Racine, 1984).

Même si les processus de croissance et de compétition spatiale provoquent localement et temporairement des mouvements de brassage de la population, on retient surtout de ces analyses que les dynamiques urbaines tendent à homogénéiser à terme l'ensemble des quartiers centraux, creusant le clivage qui les oppose à l'ensemble de la banlieue. Si l'on parle de ségrégation urbaine c'est que les mutations de la composition sociale des quartiers plus périphériques et plus faiblement équipés sont subies, et non souhaitées, par une population économiquement défavorisée, dont les choix résidentiels sont fortement dépendants de l'évolution du marché du logement.

Après la Deuxième Guerre mondiale, dans le contexte de transformation de l'économie des sociétés occidentales, de croissance économique, de plein emploi et de développement des États-providence, on constate une amélioration générale du niveau de vie, un recul des inégalités et le renforcement des classes moyennes. En France, à la rencontre des préoccupations de l'écologie urbaine de l'École de Chicago, Chombart de Lauwe (1965) porte un regard nouveau sur l'analyse des rapports entre la structuration spatiale et la structure sociale de la ville. Il s'intéressera dès les années 1950 à la vie quotidienne des familles ouvrières dans la ville, anticipant une orientation qui trouvera plus tard un large écho. Mais il rendra compte aussi des nouveaux milieux sociaux, de la transformation des stratifications sociales et de l'influence des groupes ethniques plus caractéristiques des dynamiques urbaines émergentes. De son côté, Coing (1966) s'inquiète de voir comment un urbanisme technocratique bouscule les formes de sociabilité. Dans les années soixante, l'État commençait en effet à jouer un rôle actif dans la planification et l'aménagement urbain, dans le contexte de crise du logement et d'éclatement des conditions de vie si caractéristique des villes en expansion rapide.

L'espace public est désormais réservé à l'administration qui le gère pour faire fonctionner l'ensemble des agglomérations urbaines: infrastructures et réseaux de communication se mettent en place. La création de zones résidentielles, de zones industrielles et de zones tertiaires structure la ville rationaliste, produisant zonages et séparations fonctionnelles dans le but de maîtriser les conséquences de la croissance économique sur l'environnement urbain. Le principe de l'alignement permet d'organiser les centres villes à partir de la rue-corridor répondant aux fonctions de desserte commerciale; l'aménagement des quartiers périphériques permet de donner aux résidences les avantages de la proximité à la centralité; au-delà se crée une couronne dans laquelle se multiplient les habitations à loyer modeste: la banlieue (Bonnelo, 1996).

Bétonné de bonnes intentions, le nouvel urbanisme rationaliste (Gerosa, 1992) propose la construction de grands ensembles fonctionnels aux marges des villes destinés à résorber les bidonvilles et les taudis et à loger les ouvriers de la croissance qui continuaient à arriver des campagnes et des pays plus pauvres. Rationalité technique, rationalisation de l'occupation de

l'espace urbain à travers quelques fonctions (habiter, produire, circuler, se délasser), productivisme et progrès économique se conjuguent pour produire des millions de logements sociaux, subventionnés ou à loyer modéré. Le long des chemins de grue, on empile à toute vitesse les plaques de béton de préfabrication lourde faisant le charme indiscret et uniforme des « tours » et des « barres » qui entourent les villes. Après l'insalubrité des taudis et des bidonvilles, les plus pauvres découvrent le confort moderne des machines à habiter des « Trente Glorieuses ». Seules quelques « poches de pauvreté » résistent à l'esthétique de la laideur de l'urbanisme suburbain des années de croissance.

L'éradication de la pauvreté est alors envisagée. Les « poches de pauvreté urbaine » qui subsistent sont considérées comme l'expression d'un phénomène résiduel et les pauvres comme des éléments d'un ensemble social qui tend à la réduction des écarts. Ce sont des « laissés-pour-compte » de la croissance, occupant une position singulière au sein d'un continuum social, caractérisés par la faiblesse de leurs ressources et leurs possibilités limitées de consommation (Messu, 1994).

À partir des années soixante, se développe un type d'approches d'orientation ethno-culturelle, portant plus spécifiquement sur les populations désignées par les expressions de « Quart Monde » ou de « sous-prolétaires », pauvres de génération en génération en dépit de l'accroissement de bien-être (Lewis, 1965; Pétonnet, 1968; Labbens, 1969). Dans cette perspective, les laissés-pour-compte de la croissance sont appréhendés comme un groupe social homogène, voire comme une classe sociale, d'où l'expression de « culture de la pauvreté » formulée par Lewis (1965). Économiquement mais aussi culturellement à part, ces personnes possèdent leur propre mode de vie, comportements et valeurs, une intégration et une solidarité interne, qui constituent autant d'obstacles à leur accès aux standards de vie (Hoggart, 1970). Privées de pouvoir, stigmatisées par un statut dévalorisant, ces personnes tendraient à adopter des conduites adaptatives marquées par le fatalisme et la résignation qui, transmises d'une génération à l'autre au sein de lignées familiales, expliqueraient la reproduction de ces inégalités et la formation de poches de pauvreté urbaine durables.

Dans un autre registre, Galbraith (1961) mobilise la notion « d'îlot de pauvreté » pour désigner des manifestations résiduelles d'une déprivation dont les causes seraient structurelles. En fait, il range les pauvres dans deux grandes catégories: d'un côté, les « cas d'espèce », qu'il lie à des caractères propres aux individus et, de l'autre, ce que l'on pourrait qualifier de pauvreté localisée, qui se manifeste sous la forme d'îlot urbain où tout le monde ou presque est pauvre. Dans ce cas-là, dit-il, il n'est évidemment pas facile d'expliquer la situation par une insuffisance personnelle. Les possibilités d'éducation, la faiblesse des équipements collectifs, le sousemploi et la faiblesse de la formation, les discriminations ethniques, les possibilités d'accès au marché du logement expliqueraient la formation de poches urbaines de pauvreté. Bref, l'îlot de pauvreté urbaine mettrait en interaction des caractéristiques propres aux populations plus fragiles (personnes âgées, sans formation, etc.), des comportements de résignation mais surtout des facteurs structurels induisant le regroupement spatial des populations plus défavorisées.

Pendant la période de grande croissance, deux représentations coexistent, selon que la pauvreté est attribuée à la résignation des uns ou à leur incapacité à s'adapter aux changements socio-économiques, ou que l'on considère qu'elle résulte d'inégalités générées par la croissance, voire par le fonctionnement même du système capitaliste.

En France, Freyssenet et Imbert (1973) s'interrogent: pourquoi et comment, en période de croissance économique, certaines couches de la population se paupérisent-elles et restent-elles parfois dans un état de pauvreté, malgré l'accroissement continu de la richesse sociale et du nombre d'emplois? Leur réponse est que la mobilité spatiale du capital crée constamment et simultanément des occasions de paupérisation et des occasions d'amélioration des conditions de vie. Partant du constat que le progrès économique ne pouvait pas à lui seul réduire la pauvreté, Lenoir (1974) propose un renforcement des politiques de redistribution et des actions spécifiques en faveur des « exclus de la croissance ». Dans « Vaincre la pauvreté dans les pays riches », Stoleru (1977) identifie trois mécanismes d'appauvrissement par la croissance: l'accélération du changement technologique et économique qui remet régulièrement en cause les formations acquises et les patrimoines; l'inflation qui accentue les effets négatifs du changement sur le plan du pouvoir d'achat des populations les plus exposées; la privatisation des biens collectifs qui accentue la déprivation de ceux dont le pouvoir d'achat est affaibli. Allant plus profondément dans ce questionnement, Milano (1982) dresse un inventaire sans complaisance des formes de dépendance et d'insécurité liées aux rationalisations et restructurations de l'appareil économique - précarisation du statut de salarié, segmentation et déqualification du travail, dégradation des conditions de travail, montée du chômage.

En même temps, aux États-Unis, la géographie urbaine d'inspiration marxiste conceptualise la pauvreté comme un phénomène consubstantiel au fonctionnement de la société capitaliste. Interrogeant la persistance de la pauvreté dans les sociétés urbaines avancées, Harvey (1973) et Peet (1975) déduisent la spécificité des formes sociales de l'espace urbain de l'étude des processus de production et de distribution des richesses dans la société capitaliste: la distribution différentielle du revenu, expression de la sanction sociale d'un travail donné, détermine l'accessibilité au bienlogement et par conséquent à l'espace résidentiel désiré. On parlera en conséquence d'une stratification urbaine, correspondant au système de stratification sociale et, dans le cas où la distance sociale et/ou ethnique possède une expression spatiale forte, de ségrégation urbaine, qui va de pair avec les poches de pauvreté et leurs ghettos.

Peet emprunte à Myrdal (1968) la notion de « urban underclass » pour désigner ces espaces sociaux marqués par la faiblesse des revenus et des niveaux d'instruction, la précarité de l'emploi et la présence de minorités ethniques marginalisées et « peu employables ». Harrington (1967) reprend le terme dans un best-seller de l'époque, « L'Autre Amérique », qui dresse une radiographie de la pauvreté aux États-Unis. Durant toute la décennie 70, cette notion va être mobilisée par les mass media pour décrire les conditions de vie de populations misérables, subissant la ségrégation urbaine et survivant grâce à l'aide sociale. L'utilisation du concept s'est amplifiée dans les années 1980, dans le contexte du débat relatif au système de protection sociale américain et aux programmes d'aide sociale destinés aux populations les plus pauvres (welfare), débat qui intervient dans un climat de délégitimation de l'intervention publique.

Dans « The Truly Disadvantaged », Wilson (1987) formule la thèse suivante pour expliquer la formation d'une *underclass* constituée d'une majorité de noirs vivant dans la marginalité des ghettos des métropoles américaines: les migrations vers les villes et les processus de ségrégation urbaine ont entraîné la constitution d'une structure démographique relativement jeune mais peu intégrée au marché du travail dans les ghettos. Cette situation a rendu ces populations particulièrement vulnérables aux transformations de l'économie. La tertiariation des villes, la segmentation du marché du travail, la relocalisation des activités industrielles et d'une partie des activités tertiaires en dehors des centres et la crise économique ont engendré une croissance du chômage plus forte parmi les minorités ethniques; le chômage a, à son tour, alimenté la concentration spatiale des pauvres dans des quartiers de plus en plus homogènes du point de vue de la composition sociale et ethnique aggravant de manière circulaire et cumulative l'impact socio-spatial des changements économiques initiaux.

On observe aujourd'hui dans ces quartiers délabrés des populations sans emploi et en rupture de liens sociaux, caractérisées par un fort isolement; autant de facteurs qui contribuent à orienter les individus qui y sont assignés à résidence vers des activités marginales, parfois criminelles, accentuant ainsi les dislocations sociales de manière difficilement réversible.

Aux États-Unis, l'omniprésence du thème de *l'urban underclass* traduit des préoccupations anciennes amplifiées par l'émergence de nouvelles formes de pauvreté indissociables des transformations globales de l'économie américaine. Dès la fin des années 1970, dans le prolongement de la crise pétrolière, les manifestations et les représentations de la pauvreté connaissent à nouveau un tournant, dont témoigne le renouvellement de la notion *d'urban underclass* aux États-Unis et l'émergence des expressions de précarité, de nouvelle pauvreté et, plus récemment, d'exclusion en Europe.

Le mérite du débat américain autour de la notion a été de montrer que la permanence de la pauvreté urbaine ne peut être réduite à l'idée d'un héritage d'une « culture de la pauvreté » ou aux discriminations raciales. Le phénomène est en relation avec les changements structurels de l'économie globale et de la société compétitive qui ne laissent plus de place aux groupes plus vulnérables. La nouvelle *urban underclass* américaine inclut les jeunes rejetés du monde du travail que l'on peut comparer à la cohorte désinsérée des Yuppies anglais ou aux jeunes « galériens » français, engagés dans des processus de marginalisation sociale et de relégation urbaine qui tendent à réduire leur place dans les rapports sociaux.

L'exemple de l'Amérique urbaine, avec son *urban underclass* et ses ghettos, est souvent donné comme un horizon possible de l'évolution des villes européennes. Mais comme le souligne Wacquant (1992), il faut se garder de toute comparaison abusive. Les facteurs de différenciation sont divers: la taille des villes n'est pas comparable, en Europe la ségrégation spatiale est moins nette, la composition ethnique de la population apparaît plus diversifiée et, malgré leurs limites, les interventions publiques permettent de freiner la dégradation brutale des quartiers plus défavorisés.

4. Crise de la société salariale, ville informationnelle et nouvelles figures de la pauvreté urbaine:

Le scénario moderniste de la métropolisation avec ses réseaux de communication et de télécommunication denses et superposés, ses activités tertiaires et informationnelles et ses industries *high tech* rend obsolètes les représentations de l'urbain dérivant de l'âge industriel. L'image de la ville de cette fin de siècle renvoie à la concentration d'activités de service qualifiées (finance, services aux entreprises, formation, télécommunications, etc.) liées à la globalisation de l'économie et à une tertiairisation sélective des espaces intra-urbains. Elle renvoie également à l'idée d'un espace polynucléaire, aux limites floues, fonctionnellement diversifié et organisé par une multitude de centres secondaires fortement connectés par des voies de communication parcourues par des flux denses de personnes, de marchandises et d'informations.

La ville moderne, informationnelle, est aussi la ville du quadrillage fonctionnel où disparaissent progressivement les espaces de support d'une certaine sociabilité urbaine. A leur place, apparaissent des équipements et des espaces publics réglementés, qui inscrivent dans le territoire urbain des nouveaux usages de la ville et de nouvelles partitions entre groupes sociaux (parkings, espaces verts, espaces de jeux, rues piétonnières, homes, etc.). La ville fonctionnelle, fragmentée par les multiples usages, s'apparente aussi de plus en plus à un espace globalisé, branché sur les circuits d'échanges internationaux par de multiples moyens de maîtrise de la distance. Cosmopolite, multimodale, polynucléaire, la ville moderne, informationnelle et post-fordiste (Ascher, 1995) n'efface pas pour autant les contrastes de la stratification sociale. Au contraire, avec elle, la pauvreté est revenue en force sur la scène européenne.

L'intégration rapide des zones urbaines dans la compétition mondiale, le changement technologique, les restructurations industrielles de grande ampleur et l'internationalisation croissante des services se sont accompagnés d'une précarisation de la condition salariale et de la montée d'un chômage structurel frappant durement et durablement les groupes sociaux les plus vulnérables. Au-delà des changements économiques et des transformations purement morphogénétiques liées aux multiples modalités d'étalement et de constitution des espaces bâtis, on constate (Sassen, 1991) une dualisation corrélative de la structure sociale et spatiale, du fait de la croissance parallèle, dans les activités urbaines, d'un côté de l'offre d'emplois très qualifiés et, de l'autre, d'emplois peu qualifiés et mal rémunérés, liés tantôt à l'expansion des services spécialisés (nettoyage, réparations, etc.), tantôt à la consommation des catégories sociales plus aisées. Une telle polarisation économique et sociale serait d'autant plus importante qu'elle

s'associerait à la décroissance des catégories moyennes engagées dans des activités industrielles en déclin.

Traversées par de profonds changements économiques et sociaux, et confrontées à la dégradation du marché de l'emploi et à la montée du chômage, les sociétés urbanisées en transition des années quatre-vingt voient la pauvreté réapparaître sous de nouveaux visages : la « nouvelle pauvreté urbaine » est désignée comme une situation de précarité sociale et professionnelle et comme un processus d'exclusion pouvant mener à une rupture du lien social.

La crise de la ville informationnelle est, tout d'abord, la crise du modèle de la société salariale née avec la ville industrielle et l'instauration de l'État-providence. En mettant en place, après la Deuxième Guerre mondiale, des systèmes de protection sociale assurant un filet de sécurité pour les plus défavorisés, les fondateurs de l'État-providence avaient espéré l'élimination de la pauvreté dans un climat de croissance économique continue. Pourtant, ces mécanismes de protection n'ont pas empêché l'émergence de nouvelles formes de pauvreté. À ce stade, il faut s'arrêter un instant sur la réflexion de R. Castel (1995) relative aux « métamorphoses de la question sociale », à travers la double histoire croisée du salariat et des formes d'intervention sociale de l'État. La question sociale, dit-il, est « une aporie fondamentale sur laquelle une société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture ». Il décrit les différentes figures de la protection qui vont de la tutelle de l'époque féodale et de l'Ancien Régime, pour aboutir au statut de la société salariale dans le cadre de l'État social. C'est sur la constitution de ce modèle qu'il concentre son attention pour mettre en évidence la confrontation de deux modèles de régulation de la question sociale: le modèle libéral non interventionniste et celui de l'État social, dont l'objectif consiste à attacher la protection et la sécurité sociale au droit du travail.

La crise de la société salariale est analysée par Castel comme une crise des relations de travail et des protections qui y étaient attachées, et aussi comme une crise des formes de sociabilité intermédiaire - famille, groupements de proximité, institutions sociales. C'est justement la fragilisation de cet édifice de relations qui crée de nouvelles zones de vulnérabilité dans les villes modernes. Fragilisation des statuts du travail, délégitimation des interventions publiques et dissociations des liens sociaux produisent les nouveaux « inutiles de la ville », de nouveaux « surnuméraires », pour reprendre l'expression par laquelle Geremek (1980) qualifiait les vagabonds issus de la désagrégation de la société féodale.

Le système productiviste qui a fondé la ville industrielle et tertiaire conduit partout aux mêmes conséquences. Au siècle passé, la division du travail industriel avait engendré l'accroissement de la productivité, la division sociale et spatiale de la ville, le paupérisme de masse. Aujourd'hui, le triomphe du marché, la course à la compétitivité et à la performance (Petrella, 1995), les mutations technologiques de la ville informationnelle, génèrent la flexibilité de l'emploi, la précarité, le chômage, *l'urban underclass* et les quartiers déshérités.

Pour Castel le « naufrage de la société salariale » remet en cause les principes de la cohésion sociale et les bases de l'État social. Dans ce sens, selon Rosanvallon (1995), la « crise du modèle traditionnel de l'État-providence » conduit à la nécessaire refondation d'un nouveau contrat social. « L'État-providence, dit-il, est dans une crise financière et dans une crise de légitimité qui est

aussi une crise philosophique marquée par la désagrégation des principes organisateurs de la solidarité et de l'échec des droits sociaux à donner un cadre satisfaisant pour penser la situation des pauvres et des exclus ». Dans les deux cas, un même constat: le développement économique ne signifie plus la prospérité pour tous. Les inégalités sociales s'aggravent et la pauvreté apparaît non plus comme un résidu mais comme le produit des modes de production, de consommation et de gestion collective contemporains.

La crise économique et sociale s'est installée dans tous les pays européens. Le modèle allemand semblait pouvoir conjuguer mieux que d'autres réussite économique et progrès social. Les ouvriers allemands et leurs organisations syndicales acceptent tous les sacrifices pour augmenter la productivité, renforcer la capacité d'exportation et élever la qualité de la production. Mais là aussi, les systèmes d'intégration sociale semblent toucher la fin d'une phase de déclin contrôlé qui débouche aujourd'hui sur une redistribution inégalitaire des richesses. En Allemagne comme ailleurs, le corps social perd, comme dit le poète, « tout doucement son lendemain ».

C'est sur une observation de la crise des appareils d'intégration (travail, État, famille) que Paugam (1991; 1993) construit le concept de « disqualification sociale ». Cette notion permet de comprendre comment diverses franges de la population sont refoulées - ou maintenues - dans la sphère de l'inactivité professionnelle et de l'assistance et confrontées à de nombreuses difficultés, avec le risque de connaître progressivement une rupture des liens sociaux et un cumul des handicaps.

Fragilisation et déclassement professionnels, désintégration familiale, dépendance de l'environnement et rupture du lien social par accumulation d'échecs et de handicaps sont les phases d'un processus de disqualification dont les enchaînements peuvent conduire à l'exclusion. Celle-ci peut être pensée comme un rapport perdu au travail et comme une situation d'isolement social. L'exclusion exprime la tendance à la division de la société entre une population encore gouvernée par le système de règles keynésien et fordiste relatif à l'emploi et à la protection sociale - emploi stable et protection sociale -, et une population en marge de la sphère de l'emploi, ou du moins de l'emploi stable, privée de protection et de reconnaissance d'une utilité sociale et d'un statut. Les expressions de flexibilité, de précarité, de nouvelle pauvreté et d'exclusion désignent la vulnérabilisation de populations qui avaient jusqu'alors bénéficié des fruits de la croissance, en particulier la situation des individus confrontés à la pauvreté consécutivement à la perte de leur emploi et au chômage prolongé.

Si le renouvellement du vocabulaire de la pauvreté fait écho aux mutations des formes de la pauvreté, il est aussi révélateur d'un changement du sens attribué à ce phénomène. La trajectoire de l'exclu est marquée par une série de disqualifications ou de décrochages par rapport à des états antérieurs plus ou moins stables. La notion d'exclusion, nouvelle représentation de la pauvreté, invite à la concevoir comme un processus de marginalisation, de mise à l'écart, pouvant affecter tant les individus que des groupes sociaux. Représentation polysémique, la notion d'exclusion renvoie aux dimensions monétaires de la pauvreté, mais aussi à des processus dans lesquels interviennent des aspects sociaux, symboliques et politiques, processus qui tendent à imposer l'image schématique d'une société à deux vitesses partagée entre ceux qui sont « in » et ceux qui,

disqualifiés, se retrouvent « out », c'est-à-dire débranchés, exclus, de l'ensemble des réseaux sociaux.

Le concept de disqualification sociale peut aussi s'appliquer à l'habitat urbain (Paugam, 1993). Les dynamiques de disqualification de l'habitat et de relégation urbaine prennent des formes et une intensité distinctes selon les pays et les régions, en fonction de l'histoire économique, de la nature des interventions publiques, de l'ampleur de la crise et des restructurations économiques et des traditions politiques et culturelles. Généralement, la crise urbaine est plus aiguë là où l'industrialisation était la plus ancienne et où l'action de l'État-providence était relativement limitée (Oberti, 1996).

Le processus de disqualification de l'habitat et de relégation urbaine repose sur la concentration dans des espaces urbains spécifiques (la périphérie des plus grandes métropoles et le centre des villes de vieille industrialisation et des ports) de catégories, ou plutôt de situations et d'expériences sociales dont l'exclusion par le non accès au travail et parfois l'origine étrangère constituent le coeur » (Oberti, 1996). Comme le souligne également Paugam, lorsque plusieurs ménages en situation de précarité professionnelle sont concentrés dans le même lieu, au point que celui-ci soit doté d'une mauvaise réputation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le risque est grand qu'il s'y développe un processus de dégradation des espaces collectifs et de détérioration des rapports sociaux.

La ville postindustrielle, informationnelle, globalisée, sans cesse redéfinie par les mutations technologiques et économiques, renverse les images de l'espace et transforme le rapport des groupes sociaux au territoire. La tertiairisation du système productif des villes, dont la croissance des services financiers est le trait le plus significatif, le renouvellement des aménagements urbains permettant la communication rapide à grande distance, la privatisation et la logique de rentabilité des services urbains de base à l'oeuvre dans plusieurs pays contribuent à redessiner les rapports entre les habitants amenés à partager le même espace de vie.

Autrefois enraciné dans la ville, le bourgeois, le « riche » est désormais celui qui peut jouer sur des échelles de relations spatiales multiples. Il est privilégié par sa mobilité, sa capacité à se déterritorialiser et à s'insérer dans des réseaux de relations et d'échanges d'informations locaux, nationaux, internationaux (Remy, Voyé, 1981; Racine, 1994; Leresche et al., 1995). En revanche, le « pauvre » est « assigné à résidence » dans un espace plus ou moins clos limitant sa trajectoire de vie et ses possibilités de maîtriser un environnement urbain de plus en plus complexe.

Les réseaux sociaux des habitants sont-ils restreints ou dilatés, centrés sur le quartier ou la ville ou dispersés, limités aux proches ou socialement plus diversifiés? Les distances sociales ne s'apprécient plus uniquement en termes de ressources, elles mettent en jeu des systèmes de relations et des pratiques territoriales (Grafrneyer, 1996): pratiques du quartier et de la ville, distribution spatiale des réseaux sociaux, accès aux services publics, etc. Louverture croissante de la ville, sa connectivité aux réseaux externes de complémentarité renforcent les significations symboliques attribuées aux quartiers pauvres, aux banlieues déshéritées ou aux zones reléguées. Dans les zones urbaines, la pauvreté se résume « dans l'absence de choix de partir et de celui de

rester, la non-mobilité est alors vécue comme un stigmate, une désignation sociale » (Begag, 1995).

Précarité professionnelle, morbidité, insuffisance de revenu, difficultés financières, faiblesse des liens sociaux, instabilité conjugale (sociabilité familiale, relations d'entraide, etc.), médiocrité des conditions de logement et d'équipement apparaissent souvent associées dans les banlieues et dans les quartiers relégués (Delarue, 1991; Dubet, Lapeyronnie, 1992; Oberti, 1996). Le mécanisme de la rente foncière sert d'instrument instituant un rapport économique inégalitaire entre, d'une part les groupes qui sont capables de s'approprier les avantages de la centralité urbaine et, d'autre part, ceux qui, vu leur faiblesse économique sont facilement désappropriés de leur espace ou sont obligés de vivre dans des quartiers vieillis, insalubres, sous-équipés mais bon marché (Remy, Voyé, 1981). Dans les cités-dortoirs et les banlieues, les conditions d'accès aux logements subventionnés ou à loyer modéré favorisent aussi la concentration des habitants plus démunis que l'habitat de type « pénitentiaire » *construit* durant les années de croissance achève d'exclure.

Fin 1991, les banlieues du nord d'Angleterre sont le théâtre de vagues de violence dont les origines sont semblables à celles que connaissent les États-Unis, la France et d'autres États européens. Elles ont pour conséquence la destruction des équipements publics ou privés mais aussi la dégradation des liens sociaux entre des habitants qui ne parviennent plus à s'identifier à leur espace de vie disqualifié. Comme le souligne également Paugam (1995), ces quartiers sont presque toujours situés dans des zones désavantagées, éloignées du centre ville et parfois mal desservies par les transports en commun. L'architecture des quartiers défavorisés est souvent caractérisée par la juxtaposition de « barres » et de « tours » plus ou moins délabrées. Mais l'habitat urbain socialement disqualifié ne résulte pas seulement de formes urbaines aux configurations identifiables ou de la concentration spatiale des ménages défavorisés. La relation que l'architecture entretient avec la pauvreté urbaine est moins mécaniste que cela et ne se résume en tout cas pas à des conditions économiques.

La dégradation des espaces collectifs et la défectuosité des appartements sont souvent réelles. Les architectes qui avaient signé les machines à habiter préfabriquées constatent quelques années plus tard qu'elles se dilatent au gré des chocs thermiques condamnant les plus pauvres à subir les bruits et les odeurs des appartements voisins. Qu'importe désormais, il fallait construire beaucoup et vite : les plans-types devaient être réutilisables, les procédures de construction standardisables, les aménagements extérieurs devaient être succincts. Mais à la pauvreté extérieure ou intérieure de l'habitat sont associés de nombreux désavantages qui se cumulent participant à la construction d'une image négative des quartiers relégués qui renforcent encore les traits dévalorisants. Soucieux de marquer leur distance avec un lieu auquel ils refusent de s'identifier, beaucoup vivent mal l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de le quitter.

Mais n'est-ce pas plus souvent « la faillite du sens qui ronge les parois de la ville plus encore que l'urbanisme bâclé ou les façades délabrées des quartiers déshérités » (Bourdieu, 1993) ? Il apparaît clairement, en effet, que ce n'est pas seulement la concentration de ménages pauvres dans un espace délabré qui explique la constitution d'un habitat socialement disqualifié. C'est plutôt le caractère intolérable de l'identité négative, l'image négative de soi des habitants des quartiers

déshérités qui donne l'impression d'une vie collective éclatée et d'un monde défait et répulsif qui contribue à stigmatiser globalement ces lieux et leurs habitants.

Goffman (1964) emploie le terme de stigmates pour désigner les « différences fâcheuses » (couleur de peau, difformité physique, statut social non conforme) qui font que l'on tend à rejeter certains individus. La stigmatisation est devenue dans la littérature relative au phénomène de la pauvreté synonyme de rejets fondés sur des préjugés sociaux. Le processus de stigmatisation et d'étiquetage des personnes et des lieux représente dans cette perspective un aspect constitutif des phénomènes d'exclusion urbaine. Comme le remarque Delarue (1991), Délégué ministériel à la politique dite de la ville au début des années 1990 en France, les banlieues et les quartiers relégués sont aussi construits par les regards des habitants de la ville qui n'y résident pas. Images de soi, regards des autres, effets de miroir et jeux d'identités urbaines se mêlent ainsi inextricablement dans un système de classement des lieux qui fonctionne également comme un système de déclassement des hommes. L'exclusion de la formation, du travail, de la société de consommation, trouve ainsi son ultime expression dans un enfermement spatial, physique et symbolique qu'aucune politique urbaine ne semble pouvoir sortir de l'impasse.

Les politiques de la ville, ici ou ailleurs, n'ont jamais vraiment pris un contenu politique fort, comme si la société se refusait à voir dans les villes le territoire de leur propre existence et le lieu majeur d'expression des inégalités sociales. Le lien entre pauvreté et ville apparaît aujourd'hui si évident et si sensible qu'il n'est guère besoin d'insister sur la nécessité d'une véritable politique de la ville et sur l'évidente urgence d'inventer des modalités d'action sociale correspondant aux profondes mutations qui affectent le travail et toute la structure sociale et culturelle de nos sociétés urbanisées.

5. Conclusion: représentations de la pauvreté, recherche et action sociale

Les significations de la notion de pauvreté urbaine et les enjeux qu'elles recouvrent varient en fonction des systèmes de représentation, des époques et des lieux. S'attacher à définir ce que recourent les termes par lesquels on désigne aujourd'hui la pauvreté urbaine c'est tenter de mettre en évidence autant les transformations de la réalité sociale que le processus par lequel des représentations et des constructions conceptuelles se donnent à lire et à voir. Si le phénomène de la pauvreté apparaît depuis une quinzaine d'années comme un problème social majeur, il n'en a pas toujours été ainsi.

Le changement qui s'opère sous nos yeux est à la fois d'ordre quantitatif et qualitatif. Il se produit en effet simultanément un ralentissement du recul de la pauvreté et un élargissement de la population précarisée en direction de personnes jusqu'alors intégrées sur le mode dominant d'intégration par le travail. Les crises de la société salariale, de l'État-providence et l'évolution des formes de sociabilité sont à l'origine des nouveaux visages de la pauvreté urbaine. La transformation des représentations de la pauvreté au cours des dernières années est significative. La pauvreté n'est plus un effet de « culture » mais un effet de « structure »; de « résiduelle » elle devient « massive ». Ce qui semble caractéristique de la « condition urbaine » des années 1990, c'est autant le renforcement des « problèmes sociaux » dans la ville, et la concentration dans des

espaces spécifiques de populations hétérogènes, que le renouveau de sens attribué à la notion de pauvreté urbaine.

La notion de *urban underclass* servait à désigner des populations situées au plus bas de l'échelle sociale. La notion d'exclusion place une partie de la population à l'extérieur des frontières symboliques de la société. Elle constitue l'autre face de la cohésion sociale et de l'intégration urbaine, sa face grimaçante marquant les ruptures du tissu social dans des villes continuellement bouleversées par les logiques de compétition économique et de rationalisation productiviste.

Les mots ont leur poids. Ils servent à appréhender une réalité mouvante et participent aussi de la stigmatisation de ceux qui en sont les victimes. L'étiquetage, le mode de désignation des pauvres contribue aussi à orienter les attitudes et à légitimer les politiques que l'on adopte à leur égard. L'évolution du regard porté sur les plus défavorisés a depuis toujours accompagné les transformations de fond de l'intervention sociale. Comme le souligne Marazzi (1994), la compréhension des formes de pauvreté ne peut pas faire abstraction de l'examen de la politique sociale telle qu'elle s'est développée historiquement. Pour les économistes libéraux du XIXe siècle, la pauvreté est immanente à l'individu, naturelle et donc inéliminable. S'il existe un devoir moral d'assistance pour la société, ce devoir ne doit pas être considéré comme un droit pour les populations qui en sont les victimes. La pauvreté ne constitue alors pas un problème politique. Un siècle plus tard, les analystes des années 1970 ont pour perspective un progrès continu allant de la société de rareté vers celle de l'abondance (Merrien, 1994). Dès lors la pauvreté apparaît comme un résidu qui devrait être résorbé par une politique sociale adéquate. Enfin, la crise conjointe des différentes sphères d'intégration (travail, famille, État) et de solidarité contribue aujourd'hui à constituer la pauvreté comme un problème politique, une « nouvelle question sociale » et un défi aux sociétés contemporaines.

Marquée par « l'arbitraire » de la précarisation de l'emploi, du chômage de longue durée, de l'accident, de la maladie, de la dissolution du lien familial, la nouvelle pauvreté urbaine, dont on dit désormais « qu'elle peut frapper tout le monde », reste un miroir du changement social, dressant implicitement le procès d'un système économique fondé sur une compétition sans merci et d'un système de protection sociale accusé d'être lourd, sectorisé et coûteux, tout en étant impuissant pour faire face aux situations qui nécessiteraient son intervention.

C'est en fonction des représentations qu'ils se font de la pauvreté que ceux qui ont en charge la gestion élaborent les réponses pratiques à la pauvreté, à l'exclusion ou à la relégation urbaine. L'enjeu de ces politiques et de la multitude des dispositifs mis en oeuvre (cf. partie III) est aujourd'hui la recomposition du lien social au sein de projets et d'interventions territorialisés porteurs de développement urbain dans des arrangements inédits du politique, du culturel et de l'économique. Mais les politiques que l'on entend mener pour prévenir et lutter contre la pauvreté dépendent autant des constructions conceptuelles, que des logiques d'actions et de la construction de consensus entre acteurs sociaux (Merrien, 1994). C'est aussi le travail des chercheurs de contribuer à fonder ce consensus sur l'analyse critique des représentations et des notions opératoires à travers lesquelles les changements du monde contemporain sont pensés, décrits et expliqués. C'est l'objet du chapitre suivant.